



Strasbourg, 6 décembre 2019

CDPC(2019)23

# COMITÉ EUROPÉEN POUR LES PROBLÈMES CRIMINELS (CDPC)

---

## LISTE DES DÉCISIONS

### 77<sup>e</sup> RÉUNION PLÉNIÈRE

Strasbourg, 3 -6 décembre 2019

Conseil de l'Europe  
Palais  
Salle 9

---

Le Comité européen pour les problèmes criminels (ci-après le CDPC), réuni à Strasbourg sous la présidence de M. Slawomir Buczma (Pologne), a décidé :

#### 1. Ouverture de la réunion

- de prendre note des informations communiquées par M. Jan Kleijssen, Directeur, Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Conseil de l'Europe, concernant l'élection de la nouvelle Secrétaire Générale, Mme Marija Pejčinović Burić (ancienne Vice-Première Ministre et ancienne Ministre des Affaires étrangères et européennes de la Croatie), qui a pris ses fonctions le 18 septembre 2019. Il a remercié la délégation française pour le bilan très positif de la présidence française du Comité des Ministres et fait savoir que la présidence géorgienne du Comité des Ministres, a débuté le 27 novembre 2019 pour une période de six mois (jusqu'à mi-mai 2020), et s'est fixée entre autres priorités les droits de l'homme et la protection de l'environnement, la participation

de la société civile à la prise de décision, une justice adaptée aux enfants, ainsi que l'éducation, la culture et l'engagement de la jeunesse au service du renforcement de la démocratie. M. Kleijssen a eu le plaisir d'annoncer que tous les États membres se sont désormais acquittés de leurs obligations budgétaires et que le Comité des Ministres a, le 21 novembre 2019, adopté le Programme et Budget 2020-2021, qui se caractérise par un retour à une croissance zéro en termes réels accompagnée d'un ajustement à l'inflation. Il a par ailleurs souligné le travail considérable entrepris par le Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI) qui a été chargé par le Comité des Ministres d'examiner, sur la base notamment de consultations multipartites, la faisabilité d'un cadre juridique pour le développement, la conception et l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA), fondé sur les valeurs fondamentales de l'Organisation. Le CAHAI a tenu sa première réunion à Strasbourg (18-20 novembre) au cours de laquelle il a dressé l'inventaire de toutes les normes existantes et des activités menées dans le domaine de l'IA au sein même et en dehors de l'Organisation (des informations complémentaires sur l'action du CAHAI sont disponibles sur le site web du Comité : <https://www.coe.int/fr/web/artificial-intelligence/cahai>, ainsi que sur les réseaux sociaux comme Twitter: @COE4AI). Pour finir, M. Kleijssen a mis en avant l'importance des travaux du CDPC en ce qui concerne les aspects de l'IA liés au droit pénal, l'environnement et les migrations, ainsi que la révision des Règles pénitentiaires européennes.

- d'accueillir M. Gianluca Esposito en tant que chef du Service de la lutte contre la criminalité, qui exercera ses fonctions en conjonction avec celles de Secrétaire exécutif du GRECO, et de féliciter M. Carlo Chiaromonte de sa nomination en qualité de coordinateur du Conseil de l'Europe pour la lutte contre le terrorisme ;
- de nommer deux de ses délégués (M. Steven Limbourg, Belgique, et le Dr Tünde Forman, Hongrie) en tant que membres de la commission électorale chargée de recueillir les éventuelles candidatures aux élections au Bureau du CDPC.

## **2. Adoption de l'ordre du jour**

- d'adopter l'ordre du jour sans aucune modification (la liste des participants et l'ordre du jour figurent respectivement aux annexes I et II) ;

## **3. Activités et priorités du CDPC pour 2018-2019 et organisation de ses futurs travaux pour la période 2020-2021 (mandat) et des réunions plénières à venir**

- de prendre note des informations communiquées par le Secrétariat concernant les mandats pour la période 2020-2021 du CDPC, ainsi que du PC-OC et du PC-CP, tels qu'adoptées récemment par le Comité des Ministres sans modifications majeures ;
- d'approuver la proposition de son Bureau d'organiser une session thématique lors de l'une de ses réunions plénières de 2020, de préférence au cours de la session de printemps, sur « le développement de la coopération internationale en matière pénale avec des pays tiers », axée sur les questions et obstacles tant juridiques que pratiques ;
- que les futurs travaux du CDPC devraient porter prioritairement sur : (i) l'intelligence artificielle, (ii) la protection de l'environnement par le droit pénal, (iii) le trafic illicite de migrants (iv) la surpopulation carcérale, (v) la coopération internationale en matière pénale.

## **4. Conseil de coopération pénologique (PC-CP)**

- de procéder à un échange de vues avec M. Dominik Lehner, président du PC-CP, concernant les dernières réunions du Groupe de travail du PC-CP et de la plénière et les décisions qui y ont été prises, ainsi qu'au sujet du programme de travail proposé pour les deux prochaines années, conformément au mandat pour 2020-2021 récemment adopté par le Comité des Ministres ;
- de remercier M. Lehner pour son excellent travail à la présidence du PC-CP au cours des deux dernières années, de lui adresser ses vœux de succès dans ses nouvelles fonctions, et de souhaiter la bienvenue à Mme Annie Devos (Belgique) en tant que prochaine présidente du PC-CP (à compter de janvier 2020) ;
- de prendre note de la présentation faite par le Professeur Marcelo Aebi concernant les dernières données recueillies dans le cadre de SPACE I et SPACE II, la collecte d'informations en lien avec le

Recueil européen de statistiques relatives à la criminalité et à la justice pénale et les recherches connexes cofinancées par l'UE et le Conseil de l'Europe, ainsi que la tenue de deux conférences prévues dans le cadre d'un nouveau projet cofinancé par l'UE et le Conseil de l'Europe ;

- d'examiner la liste des candidatures aux quatre postes vacants du Groupe de travail du PC-CP et d'élire : M. Manfred Kost (Allemagne), M. Vivian Geiran (Irlande), Mme Laura Negredo Lopez (Espagne) et Mme Maria Lindström (Suède) en tant que membres du Groupe de travail du PC-CP (pour la période allant de janvier 2020 à décembre 2021, renouvelable une fois).

#### **a. Auteurs d'infractions à caractère sexuel**

- de prendre acte du fait que le projet de Recommandation concernant l'évaluation, la gestion et la (ré)insertion dans la société des personnes accusées ou reconnues coupables d'infractions à caractère sexuel et le projet de rapport explicatif qui l'accompagne (document PC-CP (2019)3Rev4) ont été examinés pour la première fois par le Groupe de travail du PC-CP en septembre et par sa plénière en novembre de cette année et seront modifiés en conséquence. Les travaux de rédaction se poursuivront en vue d'une finalisation du texte pour approbation par la session plénière d'hiver du CDPC en 2020 ;
- d'examiner le projet de texte et de formuler quelques observations et propositions générales concernant sa portée, ses définitions et son contenu qui seront étudiées lors de la réunion du Groupe de travail du PC-CP, en janvier 2020.

#### **b. Révision des Règles pénitentiaires européennes (RPE)**

- d'examiner le document PC-CP (2018)15 Rev 7 tel que révisé lors de la réunion plénière du PC-CP (5-7 novembre 2019) ;
- de remercier le PC-CP ainsi que le Professeur Dirk van Zyl Smit pour l'excellent travail accompli dans le cadre de la révision et de la mise à jour des Règles pénitentiaires européennes et du Commentaire y afférent ;
- de finaliser le projet de texte des RPE révisées et actualisées et le Commentaire y afférent, de les approuver et de transmettre les textes au Comité des Ministres pour adoption.

#### **c. Conférences du Conseil de l'Europe des directeurs de services pénitentiaires et de probation (CDPPS)**

- de prendre note des informations communiquées par le président du PC-CP concernant la teneur générale des discussions menées au cours de la 24<sup>e</sup> CDPPS intitulée « La gestion des auteurs d'infractions : traditions et technologies » (Chypre, 21-22 mai 2019), et notamment les notes de synthèse et conclusions (<https://www.coe.int/fr/web/prison/agia-napa-cyprus>) ;
- de charger le PC-CP, conformément à son mandat, de réaliser une étude pour la réunion plénière du CDPC en 2020, sur l'utilité de rédiger un texte normatif visant à établir le cadre nécessaire à l'utilisation de plus en plus intensive de l'intelligence artificielle par les services pénitentiaires et de probation en Europe ;
- de prendre acte du titre et des propositions de thématiques pour la 25<sup>e</sup> Conférence du Conseil de l'Europe des directeurs de services pénitentiaires et de probation « Les travaux des services pénitentiaires et de probation : droits, responsabilités et défis » (9-10 juin 2020, Dublin, Irlande).

### **5. Surpopulation carcérale**

- d'échanger sur les résultats de la Conférence de haut niveau sur la surpopulation carcérale qui s'est tenue en marge de la dernière réunion plénière du CDPC en avril 2019, sur le thème « Réponses à la surpopulation carcérale », notamment sur les conclusions de la rapporteure générale concernant les suites à y donner, et de procéder à un échange de vues avec le Secrétariat ;
- de convenir, sur le principe, qu'il y a un intérêt certain à organiser dans un proche avenir une conférence des ministres de la Justice portant notamment sur la surpopulation carcérale ;

- de demander au Secrétariat de préparer un document de travail à l'intention du Bureau, présentant les principaux éléments concernant les éventuels titre, thématiques, et surtout, les résultats clairement attendus d'une telle conférence.

## **6. Comité d'Experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC)**

- de prendre note de la liste des décisions des 76<sup>e</sup> et 77<sup>e</sup> réunions du PC-OC (27-29 mai et 13-15 novembre 2019) et de la 28<sup>e</sup> réunion du PC-OC Mod (24-26 septembre 2019) ;
- de tenir un échange de vues avec la présidente du PC-OC, Mme Barbara Goeth-Flemmich (Autriche), sur les activités du Comité, de remercier ce dernier de l'important travail accompli, et de prendre note en particulier :
  - du résultat positif de la session thématique visant à célébrer le 60<sup>e</sup> anniversaire de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale qui a eu lieu le 14 novembre 2019. Cet événement a permis aux délégations d'examiner les possibilités d'améliorer, d'accélérer et de mieux adapter l'entraide judiciaire en matière pénale aux besoins actuels ;
  - de la décision prise par le PC-OC de donner suite à l'étude de M. Martin Polaine (consultant) sur « la faisabilité et l'éventuelle valeur ajoutée d'un instrument contraignant relatif à la coopération internationale en matière de gestion, de recouvrement et de partage des avoirs », en ce qui concerne l'entraide judiciaire en matière pénale, et notamment les questions de recouvrement et de partage des avoirs, et d'examiner plus avant les propositions du Secrétariat s'agissant de donner un nouveau départ (« New Start 2.0 ») à l'élaboration ultérieure du cadre de l'entraide judiciaire du Conseil de l'Europe ;
  - de l'élaboration d'un formulaire type de demande et de lignes directrices en matière d'extradition ;
  - des mesures prises pour mettre en œuvre le Plan d'action sur le crime organisé transnational, et en ce qui concerne tout particulièrement l'interconnexion des réseaux judiciaires ;
  - des discussions menées au sein du PC-OC à la suite d'un échange de vues avec la Commission européenne, visant à permettre la coopération d'États non membres de l'UE avec le Parquet européen, sur la base des traités du Conseil de l'Europe, tout en soulignant sa volonté de suivre attentivement les résultats de ces discussions ;
  - de la réélection de Mme Barbara Goeth-Flemmich (Autriche) en tant que présidente et de M. Erik Verbert (Belgique) en tant que vice-président du PC-OC.
- d'approuver le projet de Recommandation sur l'application pratique de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées et le Protocole additionnel s'y rapportant, ainsi que l'exposé des motifs proposé par le PC-OC et de soumettre le texte au Comité des Ministres pour adoption.

## **7. Intelligence artificielle et droit pénal**

- de saluer la progression remarquable des travaux menés jusqu'à présent par le Groupe de travail composé d'experts, mis en place l'an dernier par le CDPC ;
- de remercier la rapporteure générale, Madame la professeure Sabine Gless, pour l'excellente qualité de sa contribution au travail accompli jusqu'à présent, de prendre note de sa présentation des résultats du Groupe de travail, en particulier l'analyse des réponses au questionnaire, et de tenir un échange de vues avec elle ;
- de prendre acte des informations communiquées par M. Jan Kleijssen sur les travaux dans le domaine de l'intelligence artificielle menés par d'autres organes du Conseil de l'Europe et notamment sur la nécessité d'assurer une bonne coordination au sein de l'Organisation, ainsi que de celles transmises par Mme Clementina Barbaro, co-secrétaire du Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI), quant au travail accompli par son Comité concernant une étude de faisabilité sur l'établissement d'un cadre commun pour un instrument international juridiquement contraignant ;
- de demander au Groupe de travail de réaliser une étude de faisabilité visant à déterminer la portée et les principaux éléments d'un futur instrument du Conseil de l'Europe, de préférence une convention, sur l'intelligence artificielle et le droit pénal.

## **8. Trafic illicite de migrants**

- de prendre note des informations communiquées par M. Esposito, à savoir que le trafic illicite de migrants est un sujet de grande importance pour de nombreux États membres et que le Secrétariat, est par conséquent d'avis qu'il conviendrait d'élaborer un instrument juridique international pour lutter efficacement contre ce phénomène ;
- de charger, à cet égard, le Secrétariat de préparer un document d'information recensant l'ensemble des principaux éléments contenus dans les différents documents de travail produits par le CDPC au fil des ans dans ce domaine ;
- de prendre note des informations communiquées par M. Calogero Ferrara, président du Groupe de travail sur le renforcement de la coopération internationale et des stratégies d'enquête dans la lutte contre le trafic de migrants, concernant les activités menées par ce groupe de travail et en particulier le projet de Plan d'action préparé par ses soins ;
- de saluer le projet de Plan d'action, d'examiner les propositions qu'il contient et d'y apporter quelques modifications afin de conférer plus de souplesse quant aux éventuelles suites à y donner ;
- d'envoyer par courrier électronique le document révisé aux délégations du CDPC, en leur demandant de formuler leurs observations selon la procédure écrite, étant donné le temps nécessaire pour mener les consultations au niveau national avec tous les organes concernés ;
- de charger son Bureau d'examiner toutes les propositions avancées par les délégations dans le cadre d'une procédure écrite et de modifier en conséquence le Plan d'action en vue de son approbation à la prochaine réunion plénière du CDPC, en juin 2020.

## **9. Sanctions administratives**

- de reporter la discussion de ce point, étant donné que l'analyse des réponses au questionnaire ne sera disponible qu'ultérieurement, à temps pour la prochaine réunion du CDPC-BU.

## **10. Droits des victimes**

- de remercier Madame la professeure Suzan van der Aa (consultante) pour l'excellente analyse des réponses reçues au questionnaire sur les droits des victimes dans le système de justice pénale ;
- soulignant l'importance d'examiner plus avant la question des droits et de la protection des victimes, d'inviter la consultante à faire des propositions concrètes afin de mettre à jour la Recommandation Rec (2006)8 du Comité des Ministres aux États membres sur l'assistance aux victimes d'infractions ou les lignes directrices y afférentes, en tenant compte des normes figurant dans les autres instruments du Conseil de l'Europe et la législation européenne ainsi que des différentes suggestions formulées dans les réponses au questionnaire ;
- d'envisager, au vu des ressources disponibles, la possibilité de créer une page web proposant, dans plusieurs langues, des informations par pays sur les droits des victimes dans les États membres du Conseil de l'Europe.

## **11. Environnement et droit pénal**

- de prendre note de la tenue, en février 2020, d'une Conférence sur l'environnement et les droits de l'homme, organisée dans le cadre de la présidence géorgienne du Comité des Ministres ;
- de procéder à un échange de vues sur la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal ;
- de charger le Secrétariat de préparer un document énonçant les options soumises à l'examen du Bureau du CDPC s'agissant des futurs travaux du CDPC dans le domaine de la protection de l'environnement par le droit pénal, tout en gardant à l'esprit ceux actuellement menés au sein de l'Union européenne sur ce thème.

## 12. Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)

- de prendre note de l'avancement de la rédaction d'un deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest et de la prolongation du mandat pour sa préparation jusqu'à décembre 2020 ;
- de prendre note des discussions tenues lors de la 77<sup>e</sup> réunion du PC-OC avec M. Alexander Seger, Secrétaire du T-CY, concernant les remarques formulées par le PC-OC sur certaines dispositions du projet de deuxième protocole additionnel, relatives à l'entraide judiciaire ;
- de prendre acte de la réunion conjointe du PC-OC Mod et du Groupe de rédaction du Protocole du T-CY qui aura lieu le 24 janvier 2020, afin d'examiner les dispositions relatives à l'entraide judiciaire prévues dans le projet de deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest, en vue d'assurer la plus grande cohérence possible avec les normes déjà existantes du Conseil de l'Europe.

## 13. Élections

- d'élire M. Jesper Hjortenber (Danemark) président du CDPC ;
- d'élire Mme Katariina Jahkola (Finlande) vice-présidente du CDPC ;
- d'élire M. Thomas Gregoire (France) en tant que membre du Bureau ;
- d'élire M. Sławomir Buczma (Pologne) en tant que membre du Bureau ;
- d'élire M. Florin-Răzvan Radu (Roumanie) en tant que membre du Bureau ;
- de renouveler le mandat de Mme Barbara Göth-Flemmich (Autriche) en tant que membre du Bureau ;
- de renouveler le mandat de M. Hans-Holger Herrnfeld (Allemagne) en tant que membre du Bureau ;
- de remercier M. Sławomir Buczma pour son excellent travail à la direction du Comité ces deux dernières années et de le féliciter des résultats engrangés durant son mandat.

## 14. Points d'information

### a. Activités relatives au crime organisé transnational et Plan d'action

- de demander au Secrétariat de s'assurer de la reprise, au plus tôt, des travaux concernant la révision de la Recommandation Rec(2005)9 relative à la protection des témoins et des collaborateurs de justice, suspendus l'an passé.

### b. Liens entre le crime organisé et le terrorisme

- de prendre note de la préparation, par les experts du Groupe de travail sur les liens entre le crime organisé et le terrorisme, d'un projet de Lignes directrices sur ce sujet .

### c. Terrorisme

- de prendre note des activités récentes entreprises par le CDCT, à savoir a) les progrès réalisés dans l'élaboration d'une définition européenne commune du terrorisme ; b) les travaux qui viennent de commencer sur le recueil de preuves dans les zones de conflit ; c) et la finalisation d'un outil de vérification approfondie permettant de déterminer si une personne radicalisée risque de devenir un terroriste agissant de manière isolée.

### d. Convention du Conseil de l'Europe sur les infractions visant des biens culturels

- de prendre acte de la tenue d'une conférence sur le sujet, à Chypre, les 24 et 25 octobre 2019.

### e. Médicrime et trafic d'organes humains

- de prendre note de la tenue en décembre de la première réunion de la Conférence des Parties à la Convention Médicrime, au cours de laquelle son règlement intérieur sera adopté ;
- de prendre note de l'état des signatures et des ratifications des deux conventions.

**15. Questions diverses****a. Étude de faisabilité de la rédaction d'une convention européenne sur la profession d'avocat (Recommandation 2121 (2018) de l'Assemblée Parlementaire)**

- de prendre note des informations fournies par son président concernant sa participation à la réunion du Bureau du CDCJ du 17 septembre 2019 sur ce sujet, et en particulier du fait que l'expert scientifique a été invité à étudier les normes existantes et la valeur ajoutée qu'une éventuelle convention pourrait avoir, son impact possible sur les autres instruments internationaux dans ce domaine en cas d'un faible nombre de ratifications et également sur la jurisprudence de la Cour européenne y afférente ;
- il est aussi souligné que le CDPC doit suivre de près cette question et avoir la possibilité de donner son avis, au besoin.

**14. Dates des prochaines réunions**

- de tenir sa prochaine réunion plénière dans la semaine du 8 au 12 juin 2020.

Annexe I



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 6 December 2019  
[CDPC plenary/2019 plenary\_2/cdpc list of participants]

CDPC(2019)LP2Fin(Bil)

# EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS (CDPC)

---

**77th Plenary Session / 77ème Session plénière**

**3-6 December / 3-6 décembre 2019**

**Council of Europe / Conseil de l'Europe, Strasbourg  
Main Building / bâtiment principal  
Room 9 / Salle 9**

**List of participants / liste des participants**

---

---

**MEMBER STATES / ETATS MEMBRES****ALBANIA / ALBANIE**

Apologised/Excusé

**ANDORRA / ANDORRE**

\*\*No nomination / Pas de nomination

**ARMENIA / ARMÉNIE**

Mr Hovhannes POGHOSYAN, Deputy Head of Headquarters, Head of International Cooperation Department, Police of the Republic of Armenia, 0025 YEREVAN, str.Nalbandyan 130, Republic of Armenia

**AUSTRIA / AUTRICHE**

LStA MMag. Barbara GÖTH-FLEMMICH, Leiterin der Abteilung für Internationales Strafrecht, Director - Division for International Penal Law, Bundesministerium für Justiz, Museumstraße 5, 1070 Vienna

**AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN**

Mr Hasan BAGHIROV, Chief Advisor, Department for Coordination of Law Enforcement Agencies and military issues, Administration of the President of the Republic of Azerbaijan

**BELGIUM / BELGIQUE**

M. Steven LIMBOURG, Adviseur-generaal, Service public fédéral Justice, Direction générale Législation, Direction Pénale, Waterloolaan 115, boulevard de Waterloo, 1000 Bruxelles

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Mr Edin JAHIC, Chief of the Section for Combating Organized Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina, Trg Bosne i Hercegovine 1, 71 000 Sarajevo

**BULGARIA / BULGARIE**

Mr Petar RASHKOV, Head of Justice Section, Permanent Representation of Bulgaria to the EU, Square Marie-Louise 49, 1000-Brussels, Belgium

**CROATIA / CROATIE**

Apologised/Excusé

**CYPRUS / CHYPRE**

Ms Elena KLEOPA, Attorney of the Republic, Law Office of the Republic of Cyprus, Apelli 1, 1403 Nicosia, Cyprus

**CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

Ms Gabriela BLAHOVA, Director of the International Department for Criminal Matters, Ministry of Justice of the Czech Republic, Vysehradská 16, 128 10 Praha 2, Czech Republic

**DENMARK / DANEMARK**

Mr Jesper HJORTENBERG, National Member of Denmark for EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

**ESTONIA / ESTONIE**

Ms Julia DERŽILO, Adviser, International Judicial Co-Operation Unit, Ministry of Justice of Estonia

**FINLAND / FINLANDE**

Ms Katariina JAHKOLA, Counsellor of Government/Head of the Prosecution and Criminal Sanctions Unit, Ministry of Justice, POB 25, FIN - 00023 GOVERNMENT

Ms Paulina TALLROTH, Government Counsellor, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Ministry of Justice, PL 25, Eteläesplanadi 10, FIN-00023 Government

**FRANCE**

M. Thomas GREGOIRE, Ministère de la justice, Adjoint à la Cheffe du bureau de la négociation pénale européenne et internationale, Deputy Head of the European and international negotiations in criminal matters office, 13 place Vendôme, 75042 PARIS Cedex

M. Romain PERAY, Directorate of Prison Administration, Ministry of Justice, Paris

**GEORGIA / GÉORGIE**

Ms Ana LOMINADZE, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Georgia to the Council of Europe, 6, Rue Jean Hermann, 67000 Strasbourg, France

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Dr. Hans-Holger HERRNFELD, Federal Ministry of Justice and for Consumer Protection, Criminal Law Department - Unit IIB6, European Public Prosecutors Office, European Criminal Law Policy, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

Ms. Martina REISER, Federal Ministry of Justice and for Consumer Protection, Criminal Law Department - Unit IIB6, European Public Prosecutors Office, European Criminal Law Policy, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

**GREECE / GRÈCE**

\*\*No nomination / Pas de nomination

**HUNGARY / HONGRIE**

Dr Tünde FORMAN, Head of Department, Department of International Criminal Law and Human Rights, Ministry of Justice, 1055 Budapest, Kossuth Lajos tér 2-4, Hungary

**ICELAND / ISLANDE**

\*\*No nomination / Pas de nomination

**IRELAND / IRLANDE**

Mr Chris QUATTROCIOCCHI, Assistant Principal, European Affairs, Department of Justice and Equality, 51 St Stephen's Green, Dublin 2, D02 HK52

**ITALY / ITALIE**

Ms Federica FIORILLO, Judge, Ministry of Justice, Department of Justice Affairs, Head of Department Office, Via Arenula 70, 00186 Roma

**LATVIA / LETTONIE**

Ms Indra GRATKOVSKA, Director, Criminal Law Department, Ministry of Justice, Brivibas blvd. 36, LV – 1536 RIGA

**LIECHTENSTEIN**

Ms Vera HASLER, Judge at the Princely Court, Spaniagasse 1, FL-9490 Vaduz

**LITHUANIA / LITUANIE**

Mr. Tautvydas ŽĖKAS, Senior Advisor to Criminal justice group of the Ministry of Justice of the Republic of Lithuania, Gediminas Av. 30, LT-01104, Vilnius

**LUXEMBOURG**

M. Gil GOEBBELS, Attaché, Ministère de la Justice, Secrétariat général, Direction des affaires pénales, Centre administratif Pierre Werner, 13, rue Erasme, L – 2934 Luxembourg-Kirchberg

**MALTA / MALTE**

Mr Stefano FILLETTI, Head of Criminal Law Department, Faculty of Laws, University of Malta, Msida MSD 2080

**REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Ms Diana ROTUNDU, Chief Prosecutor of the Unit of International Cooperation and European Integration, General Prosecutor's Office of the Republic of Moldova

**MONACO**

Apologised/Excusé

**MONTENEGRO**

Apologised/Excusé

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Mr Jacob STRUYKER BOUDIER, Strategic Legal Adviser, Ministry of Justice and Security, Directorate of Legislation, Department of Criminal Law and Sanctions, Turfmarkt 147, 2511 DP, P.O. Box 20301, 2500 EH, The Hague

Mrs. Joyce DREESSEN, Senior Legal Adviser, Ministry of Justice and Security, Directorate of Legislation, Department of Criminal Law and Sanctions, Turfmarkt 147, 2511 DP, P.O. Box 20301, 2500 EH, The Hague

**NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD**

Mr Nikola PROKOPENKO, State Advisor, Ministry of Justice of the Republic of North Macedonia, str. Dimitrie Cuposki no. 9, 1000 Skopje

**NORWAY / NORVÈGE**

Ms Anne-Li N. FERGUSON, Senior Adviser, The Royal Norwegian Ministry of Justice and Public Security, P.O. Box 8005 Dep., N-0030 Oslo

**POLAND / POLOGNE**

Dr. Sławomir BUCZMA, Seconded National Expert to the JITs Network Secretariat at EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

**Chair of the CDPC / Président du CDPC**

Mr Witold JAKIMKO, PhD, Judge seconded to Ministry of Justice

**PORTUGAL**

Mr António FOLGADO, Head of Division for Criminal Justice, International Affairs Department, Directorate General for Justice Policy, Ministry of Justice

**ROMANIA / ROUMANIE**

Mr Florin-Răzvan RADU, Deputy Director, Directorate for International Law and Judicial Cooperation, Ministry of Justice, 17 Apolodor street, 050741, sector 5, Bucharest

**RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Mr Vladimir ZIMIN, Senior Assistant to the Prosecutor General of the Russian Federation on Special Tasks

Mr Vladislav SMIRNOV, Head of Law Department of the Federal Penitentiary Service of the Russian Federation

Mr Sergey TARASENKO, Deputy Head of Department of the New Threats and Challenges, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Ms Irina SILKINA, Head of Section, Department of the New Threats and Challenges, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Mr Anton MARKOVSKIY, Second Secretary, Department of the Legal Department, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Mr Artem KULINTSOV, Officer of the International Department of the Federal Penitentiary Service of the Russian Federation

Ms Maria YUKHNO, Deputy to the Permanent Representative of Russia to the Council of Europe

**SAN MARINO / SAINT-MARIN**

\*\*No nomination / Pas de nomination

**SERBIA / SERBIE**

Mr. Jovan COSIC, Assistant Minister, Department for Normative Affaires, Ministry of Justice of The Republic of Serbia, 22-26 Nemanjina str., 11000 Belgrade

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Mr Alexander KUNOŠÍK, Seconded National Expert to the Slovak Desk at EUROJUST, Johan de Wittlaan 9 2517 JR, P.O. Box 16183, 2500 BD, The Hague, The Netherlands

**SLOVENIA / SLOVÉNIE**

Mrs Jana LOVŠIN, Legal Expert at the International Cooperation Office at the Ministry of Justice of the Republic of Slovenia, Župančičeva ulica 3, 1000 Ljubljana

**SPAIN / ESPAGNE**

Ms Irene FUENTETAJA COBAS, Deputy Assistant Director General for Justice Affairs in the EU and IIOO Ministry of Justice, C/ San Bernardo, 62. 28071, Madrid

**SWEDEN / SUÈDE**

Ms Johanna GUSTAFSSON, Legal adviser, Division for Criminal Law, Ministry of Justice, Regeringskansliet, SE-103 33 Stockholm

**SWITZERLAND / SUISSE**

Mme Anita MARFURT, Juriste, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Unité Droit pénal international, Bundesrain 20, CH – 3003 BERNE

M. Bernardo STADELMANN

Juriste, Sous-directeur, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Chef du Domaine de direction Droit pénal, Bundesrain 20, CH-3003 Berne

**TURKEY / TURQUIE**

Mr Emrah ÖZKAN, Judge, Ministry of Justice

**UKRAINE**

Mrs Kateryna G. SHEVCHENKO, Head of the International Legal Cooperation Department, Deputy Head of the Directorate for International Law, Ministry of Justice of Ukraine, str. Horodetskogo 13, UA - 01001 KYIV

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Mr Paul AHEARN, Team Leader, International Criminal Justice, Ministry of Justice

Mr Sergio MORENO, Senior Policy Advisor, International Criminal Justice, Ministry of Justice

Ms Grace BARNETT, Deputy Head, European Strategy and Engagement Unit, Home Office

**OBSERVERS WITH THE COMMITTEE /  
OBSERVATEURS AUPRES DU COMITE**

**MOROCCO / MAROC**

M. Ayoub ABOUJAAFAR, Magistrat de deuxième grade à la Direction des Affaires Pénales et des Grâces, Rabat

\* \* \* \* \*

**CDPC BUREAU / BUREAU DU CDPC  
(CDPC-BU)**

**AUSTRIA / AUTRICHE**

LStA MMag. Barbara GÖTH-FLEMMICH, Leiterin der Abteilung für Internationales Strafrecht, Director - Division for International Penal Law, Bundesministerium für Justiz, Museumstraße 5, 1070 Vienna

**DENMARK / DANEMARK**

**Vice-Chair of the CDPC/Vice-Président du CDPC**

Mr Jesper HJORTENBERG, National Member of Denmark for EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

**FINLAND / FINLANDE**

Ms Katariina JAHKOLA, Ministry of Justice, Counsellor of Government/Head of the Prosecution and Criminal Sanctions Unit, POB 25, FIN - 00023 GOVERNMENT

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Dr. Hans-Holger HERRNFELD, Federal Ministry of Justice and for Consumer Protection, Criminal Law Department - Unit IIB6, European Public Prosecutors Office, European Criminal Law Policy, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

**POLAND / POLOGNE**

**Chair of the CDPC / Président du CDPC**

Dr. Sławomir BUCZMA, Seconded National Expert to the JITs Network Secretariat at EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

**PORTUGAL**

Mr António FOLGADO, Head of Division for Criminal Justice, International Affairs Department, Directorate General for Justice Policy, Ministry of Justice

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Mr Alexander KUNOŠÍK, Seconded National Expert to the Slovak Desk at EUROJUST, Johan de Wittlaan 9 2517 JR, P.O. Box 16183, 2500 BD, The Hague, The Netherlands

**SWITZERLAND / SUISSE**

Mme Anita MARFURT, Juriste, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Unité Droit pénal international, Bundesrain 20, CH – 3003 BERNE

**COMMITTEE OF EXPERTS ON THE OPERATION OF EUROPEAN CONVENTIONS ON  
CO-OPERATION IN CRIMINAL MATTERS / COMITE D'EXPERTS SUR LE FONCTIONNEMENT DES  
CONVENTIONS EUROPEENNES DANS LE DOMAINE PENAL (PC-OC)**

LStA MMag. Barbara GÖTH-FLEMMICH **Chair of the PC-OC / Président du PC-OC**  
Leiterin der Abteilung für Internationales Strafrecht, Director - Division for International Penal Law,  
Bundesministerium für Justiz, Museumstraße 5, 1070 Vienna

**COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION /  
CONSEIL DE COOPERATION PENOLOGIQUE (PC-CP)**

Dr. Dominik LEHNER **Chair of the PC-CP / Président du PC-CP**  
President, Expert Committee on Offender Risk Assessment Northwest & Central Switzerland,  
Elisabethenstrasse 53, 4051 Basel, Switzerland

Mme Annie DEVOS, Administratrice générale des Maisons de Justice, Fédération Wallonie Bruxelles, 68A rue  
du Commerce, B 1040 Bruxelles, Belgique

Dr. Dirk VAN ZYL SMIT, Professor, Comparative and International Penal Law, School of Law, University of  
Nottingham

Dr. Marcelo AEBI, Professeur, Vice-directeur, Ecole des sciences criminelles Université de Lausanne, ICDP -  
Sorge – Batochime, CH-1015 Lausanne

**WORKING GROUP ON FOSTERING INTERNATIONAL CO-OPERATION AND INVESTIGATIVE STRATEGIES  
IN FIGHTING THE SMUGGLING OF MIGRANTS / GROUPE DE TRAVAIL SUR  
LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DES STRATÉGIES D'ENQUÊTE DANS  
LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE MIGRANTS**

Mr Calogero FERRARA **Chair of the Working Group / Président du groupe de travail**  
Prosecutor, Viale Lazio 13, 90144 Palermo, Italy

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF CRIMINAL LAW /  
L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DROIT PENAL (AIDP)**

Ms Ulrika SUNDBERG, International Association of Criminal Law, Vice-President, External Affairs, Uggelviksgatan  
9, SE-11427 Stockholm

**CONFERENCIA DE MINISTROS DE JUSTICIA  
DE LOS PAISES IBEROAMERICANOS TATIANA SALEM (COMJIB)**

Ms Tatiana SALEM, Coordinadora General, Conferencia de Ministros de Justicia de los Países Iberoamericanos,  
Paseo de Recoletos, 8., 28001 Madrid, Spain

**EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE**

Mr Tom JINERT-BARET, EU Delegation to the Council of Europe, 18 Boulevard de l'Orangerie, F-67000,  
Strasbourg

\* \* \* \* \*

**OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /**  
**OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**HOLY SEE / SAINT-SIÈGE**

Maître Jean PAILLOT, Avocat au Barreau de Strasbourg, 7 rue Brûlée, 67000 Strasbourg

**SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE /**  
**SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Directorate General of Human Rights and Rule of Law /**  
**Direction Générale des droits de l'Homme et Etat de Droit**

Mr Jan KLEIJSEN	Director, Information Society and Action against Crime Directorate / Directeur, Direction de la Société de l'Information et de la Lutte contre la Criminalité
Mr Gianluca ESPOSITO	Head of Action against Crime Department / Chef de la Service de la Lutte contre la Criminalité
Mr Carlo CHIAROMONTE	Head of Criminal Law Division / <b><u>Secretary to the CDPC</u></b> Chef de la Division du droit pénal / <b><u>Secrétaire du CDPC</u></b>
Ms Iliana TANEVA	Deputy Head of Criminal Law Division / Secretary to the PC-CP Chef adjoint de la Division du droit pénal / Secrétaire du PC-CP
Ms Anita VAN DE KAR-BACHELET	Administrative Officer / Administrateur Secretary to the PC-OC / Secrétaire du PC-OC
Ms Giulia LUCCHESI	Administrative Officer / Administrateur
Ms Clementina BARBARO	Co-Secretary, Ad Hoc Committee on Artificial Intelligence (CAHAI) Secretary of the CEPEJ Working Group on Quality of Justice (CEPEJ- GT-QUAL) Justice and Legal Co-operation Department / Co-secrétaire, Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI) Secrétaire, Groupe de travail CEPEJ sur la qualité de la justice (CEPEJ-GT-QUAL) Service de la coopération judiciaire et juridique
Ms Marjaliisa JÄÄSKELÄINEN	Assistant / Assistante
Ms Cleo Mascha MEINICKE	Trainee / Stagiaire
Ms Johanna SJÖBERG	Trainee / Stagiaire

**Registry of the European Court of Human Rights / Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme**

Mr Kresimir KAMBER	Lawyer / juriste
--------------------	------------------

**Interpreters / Interprètes**

Mr Christopher TYCZKA  
 Ms Sara WEBSTER  
 Ms Amanda BEDDOWS

**Annexe II**



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 16/12/2019

CDPC(2019)OJ2

## **Comité Européen pour les Problèmes Criminels (CDPC)**

### **77ème Session plénière**

#### **Ordre du jour**

Strasbourg (France), 3-6 décembre 2019  
Conseil de l'Europe, Palais de l'Europe, Salle 9

Ouverture à 10h00, Mardi  
Clôture à 12h00, Vendredi

L'ordre du jour et les documents du meeting sont disponibles sur le site internet

[www.coe.int/CDPC](http://www.coe.int/CDPC)

E-mail: [dgi-cdpc@coe.int](mailto:dgi-cdpc@coe.int)

**1. Ouverture de la réunion****2. Adoption de l'ordre du jour**

Projet d'ordre du jour

[CDPC\(2019\)21](#)

Ordre du jour annoté

**3. Activités et priorités du CDPC pour 2018-2019 et organisation de ses futurs travaux pour la période 2020-2021 (mandat) et des réunions plénières à venir**

[CDPC\(2019\)14](#)

Liste des décisions de la 76ème Réunion plénière du CDPC, 25-26 avril 2019

[CDPC-BU\(2019\)4](#)

Liste des décisions de la réunion du Bureau du CDPC, 10-11 octobre 2019

[Mandat](#)

Mandat pour les années 2018-2019

[Mandat](#)

Mandat pour les années 2020-2021

[CM/Res\(2011\)24](#)

Résolution concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leurs mandats et leurs méthodes de travail

**4. Conseil de coopération pénologique (PC-CP) – Echange de vues avec le Président, M. Dominik Lehner**

[PC-CP\(2019\)4](#)

Rapport sommaire de réunion de la 21<sup>e</sup> réunion du Groupe de travail du PC-CP, 4-6 février 2019

[PC-CP\(2019\)7](#)

Rapport sommaire de réunion de la 22<sup>e</sup> réunion du Groupe de travail du PC-CP, 25-27 septembre 2019

[PC-CP\(2019\)10](#)

Rapport sommaire de la 9<sup>e</sup> réunion plénière du PC-CP, 5-7 novembre 2019

[Mandat](#)

Mandat pour les années 2018-2019

[Mandat](#)

Mandat pour les années 2020-2021

[PC-CP\(2019\)9Rév](#)  
[CDPC\(2019\)22Bil.](#) (Veuillez noter  
que le document fait 51 pages)

Elections

**a. Auteurs d'infractions à caractère sexuel**[PC-CP\(2019\)3Rév4](#)

Projet de la recommandation du CM concernant l'évaluation, gestion et réintégration dans la société des personnes accusées ou condamnées pour des crimes sexuels et son projet de rapport explicatif

**b. Révision des règles pénitentiaires européennes**[PC-CP\(2018\)15Rév7](#)

Révision des règles pénitentiaires européennes (Veillez noter que le document fait 92 pages)

[Commentaires](#)

Commentaires par le CPT sur RPE révisées

**c. Présentation de SPACE par le Professeur Marcelo Aebi****d. Conférence du Conseil de l'Europe des Directeurs des services pénitentiaires et de probation**[Programme](#)  
[Conclusions](#)

24e Conférence du Conseil de l'Europe des Directeurs des services pénitentiaires et de probation, Agia Napa, Chypre (21-22 mai 2019)

25e CDPPS « Le travail des services pénitentiaires et de probation : Droits, responsabilités et défis » (9-10 juin 2020, Dublin, Irlande)

**5. Surpeuplement dans les prisons**[Site web](#)  
[Conclusions](#)

Conférence sur la surpopulation carcérale

**6. Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC) – Echange de vues avec la Présidente, Mme Barbara Göth-Flemmich**[PC-OC\(2019\)6](#)

Liste des décisions de la 76<sup>e</sup> réunion plénière du PC-OC, 27-29 mai 2019

[PC-OCMod\(2019\)07](#)

Liste des décisions de la 28<sup>e</sup> réunion du PC-OC Mod, 24-26 septembre 2019

[PC-OC\(2019\)OJ2](#)

Ordre du jour de la 77<sup>ème</sup> réunion plénière du PC-OC, 13-15 novembre 2019

---

<a href="#">PC-OC(2019)12</a>	Liste des décisions de la 77 <sup>ème</sup> réunion plénière du PC-OC, 13-15 novembre 2019
<a href="#">PC-OC(2018)07rev3</a>	Projet de recommandation sur l'application de la Convention sur le transfèrement de personnes condamnées et de son Protocole additionnel
<a href="#">PC-OC Mod (2019)01rev</a>	Projet d'exposé des motifs à la recommandation  (Le texte de la recommandation et de l'exposé des motifs ont été approuvés par le PC-OC durant sa 76 <sup>me</sup> réunion)
<a href="#">PC-OC(2019)08</a>	Document de discussion sur des développements possibles concernant l'entraide judiciaire en matière pénale au Conseil de l'Europe
<a href="#">PC-OC(2019)05</a> (en anglais uniquement)	Co-operation avec le Parquet européen: présentation par la Commission européenne et échange de vues
<a href="#">Mandat</a>	Mandat pour les années 2020-2021

## **7. Intelligence artificielle et droit pénal**

<a href="#">CDPC(2018)14rév</a>	Document de réflexion
<a href="#">CDPC(2018)22</a>	Observations finales de la Session Thématique, le 28 novembre 2018
<a href="#">Conclusions</a>	Conférence à Helsinki, 26-27 février 2019

### **Groupe de travail restreint d'experts**

<a href="#">CDPC(2019)11</a>	Rapport de la 1 <sup>e</sup> réunion de la Groupe de travail d'experts sur l'intelligence artificielle et le droit pénal
<a href="#">CDPC(2019)3</a>	Document de travail I
<a href="#">CDPC(2019)7</a>	Document de travail II

---

<a href="#">CDPC(2019)5</a>	Plan de travail
<a href="#">CDPC(2019)19BiI</a>	Compilation des réponses au questionnaire sur l'intelligence artificielle et le droit pénal ( <b><u>Veillez noter que le document fait 174 pages</u></b> )
<a href="#">CDPC(2019)17</a>	Évaluation des réponses au questionnaire
<b>8. Trafic illicite de migrants</b>	
<a href="#">Remarques finales</a>	Remarques finales pour une action supplémentaire du Conseil de l'Europe sur le trafic de migrants
<a href="#">CDPC-SOM-C(2018)1</a>	Observations finales de la 1ère réunion du groupe de travail pour le renforcement de la coopération internationale et des stratégies d'enquête dans la lutte contre le trafic de migrants
<a href="#">CDPC(2019)13</a>	Observations finales de la 2ème réunion du Groupe de travail pour le renforcement de la coopération internationale et des stratégies d'enquête dans la lutte contre le trafic de migrants
<a href="#">CDPC(2019)9</a>	Projet de plan d'action du Conseil de l'Europe pour le renforcement de la coopération internationale et des stratégies d'enquête dans la lutte contre le trafic de migrants
<b>9. Sanctions administratives</b>	
<a href="#">CDPC(2019)1BiI.</a>	Compilation des réponses au questionnaire sur les sanctions administratives ( <b><u>Veillez noter que le document fait 170 pages</u></b> )
<b>10. Droits des Victimes</b>	
<a href="#">CDPC(2019)2BiI.</a>	Compilation des réponses au questionnaire sur les Droits des Victimes ( <b><u>Veillez noter que le document fait 140 pages</u></b> )
<a href="#">CDPC(2019)18</a>	Analyse des réponses au questionnaire sur les Droits des Victimes
<b>11. Environnement et droit pénal</b> (Point à l'initiative du secrétariat)	

<a href="#">Convention</a>	Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal (ETS No.172)
<a href="#">Document 12801/19</a> (en anglais uniquement)	Droit pénal de l'environnement de l'UE - Rapport de la présidence
<b>12. Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)</b>	
<a href="#">T-CY(2019)4</a>	Note d'orientation sur l'ingérence électorale
<a href="#">T-CY(2018)27</a>	Plan de travail T-CY pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019
<a href="#">T-CY(2013)25rev</a> (en anglais uniquement)	Règlement intérieur du T-CY révisé
<a href="#">T-CY(2019)21</a> (en anglais uniquement)	Rapport abrégé de 21e Réunion plénière du T-CY (8 juillet 2019)
<a href="#">T-CY(2019)19</a> (en anglais uniquement)	État d'avancement de la préparation du 2e Protocole additionnel à la Convention de Budapest
<a href="#">T-CY(2019)28</a> (en anglais uniquement)	Guide de discussion pour les consultations sur le 2e Protocole additionnel à la Convention de Budapest
<a href="#">PC-OC(2019)1</a> (en anglais uniquement)	Commentaires du PC-OC sur le projet de dispositions du futur 2e Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité (STCE n ° 185) sur la langue des requêtes, aide judiciaire mutuelle d'urgence et la vidéoconférence
<a href="#">T-CY(2018)23rev</a> (en anglais uniquement)	Projet de texte des dispositions de 2e protocole
<a href="#">Revue sommaire</a> (en anglais uniquement)	Revue sommaire: l'état de la législation mondiale en matière de cybercriminalité
<b>13. Elections</b>	
<a href="#">CDPC(2019)16</a>	Mémoire concernant les élections au CDPC

#### 14. Points d'informations

**a. Activités relatives au crime organisé transnational** : Examen de la Recommandation Rec (2005)9 relative à la protection des témoins et des collaborateurs de justice

**b. Liens entre criminalité organisée et terrorisme**

**c. Terrorisme**

**d. Convention européenne sur les infractions visant des biens culturels**

**e. Médicrime et Trafic d'organes humains**

#### 15. Divers

**a. Etude de faisabilité d'une convention européenne sur la profession d'avocat (Recommandation 2121 (2018) de l'Assemblée Parlementaire)**

[Extrait](#)

Extrait du rapport de la 105e réunion du Bureau du CDCJ (21-22 mars 2019)

[Annexe III](#)

Profil et mandat du consultant

[Recommandation](#)

Recommandation 2121 (2018) de l'Assemblée parlementaire – pour une convention européenne sur la profession d'avocat

[CM/AS\(2019\)Rec2121-final](#)

Réponse adoptée par le Comité des Ministres

#### 16. Dates des prochaines réunions